

Christine Lagarde, Directrice générale du Fond Monétaire International est une femme politique connaissant bien les rouages parlementaires français ainsi que ceux afférant aux politiques économiques et financières mondiales et européennes.

En France, dans les gouvernements de droite, elle occupa en effet le poste de [ministre d'Économie et des Finances](#) de 2005 à 2007 et celui de [ministre de l'Agriculture et de la Pêche](#) en 2007. Elle fut ensuite [ministre de l'Économie](#) de 2007 à 2011.

Dans le futur gouvernement d'union des progressistes, comprenant des ministres issus de la société civile et des ministres représentatifs des courants politiques de droite, gauche et centre, son expérience et son autorité la met à même d'exercer les fonctions de Premier Ministre de la République Française.

Conduisant la politique dudit gouvernement dans la ligne réformatrice sociale, républicaine et pro-européenne adoubée par le vote des citoyens Français en élisant Emmanuel Macron Président de la République, elle participerait puissamment au retour responsable et influent de la France dans le concert des Nations.

Le monde du travail et le monde de la Paix par le Droit, attendent beaucoup de la France.

° Il convient de créer les conditions de la « Paix sociale par le droit du travail » : par une double action au niveau national (concertation et arbitrage) et à l'international (OIT.)

° Concernant la « mère » de toutes les paix, la Paix religieuse : Il faudra bien un jour en arriver à sanctuariser le principe de liberté absolue de conscience par la norme. Certes long et difficile combat pour l'obtention d'un Droit de l'Homme désaliénant imprescriptible.

° Quant à la paix civile, c'est au bout du bout une affaire d'instruction publique et de culture. Le pouvoir d'exercer pleinement sa citoyenneté de géomètre apte à mesurer et comparer pour enfin décider en toute connaissance de cause en est la finalité.

En cela aussi, la France se doit d'être inspiratrice en matière de formulations et d'applications de programmes permettant au plus grand nombre l'accès individuel à l'instruction et la culture. Par l'intermédiaire de l'Unesco notamment.

Roland Monnet

25.04.2017 Thoiry

mots clés : Macron ; Premier Ministre ; Christine Lagarde ; droit du travail ; liberté de conscience ; ONU ; Droits de l'Homme, OIT ; BIT ; Unesco ; gouvernement d'union des progressistes ;